

PA

1220

Médiathèque VS Mediathek



1010809085

PA 1220

CONSTITUTION

DU

CANTON DU VALAIS

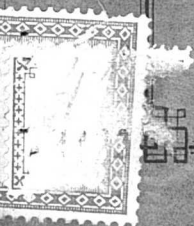
DU 26 NOVEMBRE 1875.

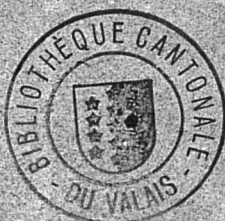


SION.

IMPRIMERIE L. SCHMID.

1876.





2440



CONSTITUTION

DU CANTON DU VALAIS.

AU NOM DE DIEU TOUT-PUISSANT!

TITRE PREMIER.

Principes généraux.

ARTICLE 1.

Le Valais est une République souveraine dans les limites de la Constitution fédérale et incorporée comme canton à la Confédération suisse.

La souveraineté réside dans le peuple.

La forme du gouvernement est celle de la démocratie représentative.

ARTICLE 2.

La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat.

La liberté de croyance et de conscience, le libre



PA 1220

exercice des cultes sont garantis dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

ARTICLE 3.

Tous les citoyens sont égaux devant la loi.

Il n'y a, en Valais, aucun privilège de lieu, de naissance, de personnes et de famille.

ARTICLE 4.

La liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile sont garanties.

Nul ne peut être poursuivi ou arrêté et aucune visite domiciliaire ne peut être faite si ce n'est dans les cas prévus par la loi et avec les formes qu'elle prescrit.

ARTICLE 5.

Nul ne peut être distrait de son juge naturel.

ARTICLE 6.

La propriété est inviolable.

Il ne peut être dérogé à ce principe que pour cause d'utilité publique ou dans les cas prévus par la loi, moyennant une juste et préalable indemnité.

La loi peut cependant déterminer des cas d'expropriation sans indemnité des terrains bourgeoisiaux et communaux pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 7.

Aucun bien-fonds ne peut être grevé d'une redevance perpétuelle irrachetable.

ARTICLE 8.

La presse est libre.

La loi pénale en réprime les abus.

ARTICLE 9.

Le droit de pétition est garanti. La loi en règle l'exercice.

ARTICLE 10.

Le droit de libre établissement, d'association et de réunion, la liberté du commerce, de l'industrie et des arts sont garantis.

L'exercice de ces droits est réglé par la loi dans les limites de la Constitution fédérale.

ARTICLE 11.

L'instruction publique est placée sous la direction et la haute surveillance de l'Etat.

L'instruction primaire est obligatoire et gratuite.

La liberté d'enseignement est garantie sous réserve des dispositions de la loi.

ARTICLE 12.

Tout citoyen est tenu au service militaire.

L'application de ce principe est réglée par la législation fédérale et cantonale.

ARTICLE 13.

Tout fonctionnaire public est responsable de sa gestion.

Toute personne chargée de la perception des

deniers publics est tenue, avant d'entrer en fonction, de fournir un cautionnement dont le montant sera déterminé par une loi.

ARTICLE 14.

Les dépenses de l'Etat sont couvertes :

- a) par les revenus de la fortune publique ;
- b) par le produit des régales et des droits du fisc ;
- c) par les indemnités fédérales ;
- d) par les impôts.

ARTICLE 15.

Toute décision du Grand-Conseil entraînant une dépense extraordinaire de 60 mille francs ou, pendant le terme de trois ans, une dépense moyenne de vingt mille francs, doit être soumise à l'adoption ou au rejet du peuple, si ces dépenses ne peuvent être couvertes par les recettes ordinaires du budget.

La votation aura lieu, suivant les formes déterminées par la loi, dans les 50 jours qui suivent la publication des mesures décrétées.

ARTICLE 16.

Le taux de l'impôt sur le capital et le revenu est de un et demi pour mille, dont le demi pour mille au moins sera affecté à l'amortissement.

ARTICLE 17.

L'amortissement de la dette publique est déclaré obligatoire et sera opéré par annuités régulières, et fera l'objet d'une comptabilité spéciale.

Cet amortissement sera couvert par le produit des avoirs provenant de la liquidation de la banque cantonale et par le demi pour mille ci-dessus.

ARTICLE 18.

Si à l'époque de la discussion du budget de 1878, soit en novembre 1877, il est constaté que le un et demi pour mille est absolument insuffisant pour couvrir les services ordinaires de l'administration et l'amortissement ordonné, ce taux pourra être augmenté, mais sans pouvoir dépasser le deux pour mille.

ARTICLE 19.

Toute autre élévation de l'impôt sur le capital et le revenu ne peut avoir lieu que si elle est votée par le peuple dans les cas prévus à l'article 15, ou si elle est rendue nécessaire par des charges extraordinaires imposées au canton par la Confédération.

ARTICLE 20.

La langue française et la langue allemande sont déclarées nationales.

TITRE II.

Division du Canton.

ARTICLE 21.

Le canton est divisé en districts.

Les districts sont composés de communes.

Le Grand-Conseil peut, par une loi, modifier le nombre et la circonscription des districts et

par un décret ceux des communes, les intéressés entendus.

Il en désigne également les chefs-lieux.

ARTICLE 22.

Sion est le chef-lieu du canton. Un décret déterminera les prestations qui lui incombent.

TITRE III.

Etat politique des citoyens.

ARTICLE 23.

Sont Valaisans :

- 1° Les bourgeois d'une commune du canton ;
- 2° Ceux à qui la naturalisation est conférée.

ARTICLE 24.

Les étrangers ne peuvent être définitivement incorporés dans une bourgeoisie avant d'avoir été naturalisés valaisans.

ARTICLE 25.

Tout citoyen du canton peut acquérir le droit de bourgeoisie dans une autre commune aux conditions fixées par la loi.

TITRE IV.

Pouvoirs publics.

ARTICLE 26.

Les pouvoirs publics sont :

Le pouvoir législatif ;

Le pouvoir exécutif et administratif ;
Le pouvoir judiciaire.

CHAPITRE I.

Pouvoir législatif.

ARTICLE 27.

Le pouvoir législatif est exercé par le Grand-Conseil.

ARTICLE 28.

Le Grand-Conseil s'assemble de plein droit, en session ordinaire, le troisième lundi de mai et le troisième lundi de novembre.

Il se réunit en session extraordinaire lorsqu'il est convoqué par le Conseil d'Etat, à son initiative ou à la demande écrite et motivée de 20 députés.

ARTICLE 29.

Chaque session ordinaire est de treize jours continus au plus ; elle pourra toutefois être continuée dans les cas d'une gravité et d'un intérêt majeurs. Le Grand-Conseil en délibère.

ARTICLE 30.

Les séances du Grand-Conseil sont publiques.

Il se forme en comité secret lorsque les circonstances l'exigent.

ARTICLE 31.

Les délibérations du Grand-Conseil se prennent à la majorité absolue.

Il ne peut délibérer qu'autant que les députés

présents forment la majorité absolue de la totalité de ses membres.

ARTICLE 32.

Le Grand-Conseil nomme dans son sein, à la première session ordinaire de chaque année, son président, deux vice-présidents, deux secrétaires, dont l'un pour la langue française et l'autre pour la langue allemande, et deux scrutateurs.

ARTICLE 33.

Le Grand-Conseil élit, dans la première session ordinaire de chaque législature, le Conseil d'Etat et le Tribunal d'appel du canton.

ARTICLE 34.

Le Grand-Conseil a les attributions suivantes :

1. Il vérifie les pouvoirs de ses membres et prononce sur la validité de leur élection ;
2. Il accepte, amende ou rejette les projets de loi ou de décret ;
3. Il exerce le droit d'amnistie, le droit de grâce et de commutation de peine ;
4. Il accorde la naturalisation ;
5. Il examine la gestion du Conseil d'Etat et délibère sur son approbation ;
Il peut en tout temps lui demander compte d'un acte quelconque de son administration ;
6. Il fixe le budget, examine et arrête les comptes de l'Etat, ainsi que l'inventaire de la fortune publique ;

Le budget et les comptes sont rendus publics ; le règlement fixe le mode de cette publication ;

7. Il nomme aux dignités et bénéfices ecclésiastiques dont la répourvue appartient à l'Etat ;
8. Il nomme, à chaque session de mai, le président et le vice-président du Conseil d'Etat, le président et le vice-président du Tribunal d'appel ;
9. Il nomme, tous les deux ans, à la session de mai, les députés au Conseil des Etats ;
10. Il nomme, sur la proposition du Conseil d'Etat, les officiers d'un grade supérieur à celui de capitaine ;
11. Il conclut les traités avec les cantons et avec les Etats étrangers, dans les limites de la Constitution fédérale ;
12. Il accorde les concessions et les transferts de mines ;
13. Il fixe le traitement des fonctionnaires publics, et alloue la somme nécessaire pour celui des employés du Conseil d'Etat ;
14. Il autorise l'acquisition d'immeubles, l'aliénation ou l'hypothèque des propriétés nationales et les emprunts pour le compte de l'Etat ;
15. Il exerce la souveraineté en tout ce que la Constitution ne réserve pas au peuple ou n'attribue pas à un autre pouvoir.

ARTICLE 35.

Le Grand-Conseil peut inviter le Conseil d'Etat à préparer un projet de loi ou de décret, et fixer le terme pour la présentation du projet demandé.

Si l'urgence d'un décret est déclarée, le Conseil d'Etat doit le présenter dans la même session.

ARTICLE 36.

Les projets de loi et de décret sont discutés en deux débats et en deux sessions ordinaires.

Si l'urgence d'un décret est déclarée, le second débat a lieu dans la même session.

ARTICLE 37.

Les députés doivent voter pour le bien général d'après leur conviction sans qu'ils puissent être liés par des instructions.

ARTICLE 38.

Hors le cas de flagrant délit, les membres du Grand-Conseil ne peuvent être arrêtés ni poursuivis, pendant les sessions, sans l'autorisation de ce Corps.

ARTICLE 39.

Le mandat de député au Grand-Conseil est incompatible avec les fonctions et les emplois dans les bureaux du Conseil d'Etat.

Cette disposition est aussi applicable aux receveurs des districts.

ARTICLE 40.

Ne peuvent siéger en même temps dans le Grand-Conseil : le préfet et son substitut, le président et le vice-président d'un tribunal d'arrondissement, le conservateur des hypothèques et son substitut, l'employé à l'enregistrement et son substitut, l'officier de l'état civil et son substitut.

ARTICLE 41.

Tout siège au Grand-Conseil devenu vacant avant la dernière année de la législature doit être repourvu dans les trente jours qui suivent la vacance.

CHAPITRE II.

Pouvoir exécutif et administratif.

ARTICLE 42.

Le pouvoir exécutif et administratif est confié à un Conseil d'Etat composé de cinq membres.

Deux d'entre eux sont choisis dans la partie du canton qui comprend les districts actuels de Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche et Sierre; un dans celle des districts de Sion, Hérens et Conthey, et deux dans celle des districts de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey.

ARTICLE 43.

Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes :

1. Il présente les projets de loi ou de décret ;
2. Il est chargé de la promulgation et de l'exé-

cution des lois et décrets, et prend à cet effet les arrêtés nécessaires ;

3. Il pourvoit à toutes les parties de l'administration et au maintien de l'ordre public ;
4. Il dispose des forces militaires cantonales dans les limites tracées par la Constitution et les lois fédérales.

Il doit immédiatement informer les députés des mesures qu'il aura prises, et si les circonstances l'exigent, il convoquera le Grand-Conseil.

Ce Corps sera immédiatement convoqué lorsque l'effectif des troupes mobilisées dépassera six cents hommes et lorsque le service durera plus de quatre jours.

Le Conseil d'Etat ne peut mettre sur pied que des troupes organisées par la loi.

5. Il entretient les rapports du canton avec les autorités fédérales et les Etats confédérés ;
6. Il nomme les fonctionnaires, les employés et les agents dont la Constitution ou la loi n'attribue pas la nomination à une autre autorité, et il peut les révoquer par décision motivée, après les avoir entendus ;
7. Il surveille les autorités inférieures et donne des directions sur toutes les parties de l'administration ;
8. Il peut suspendre les autorités administratives qui refusent d'exécuter ses ordres. Il

doit toutefois en référer au Grand-Conseil, à sa première session.

ARTICLE 44.

Le Conseil d'Etat est responsable de sa gestion; il en rend compte annuellement et transmet en même temps au Grand-Conseil un inventaire complet et détaillé de la fortune publique.

ARTICLE 45.

Il y a incompatibilité entre les fonctions de Conseiller d'Etat et le mandat de député au Grand-Conseil.

Les Conseillers d'Etat prennent part aux discussions du Grand-Conseil, mais ils n'y ont pas voix délibérative.

Les fonctions de Conseiller d'Etat sont incompatibles avec celles de membres d'un conseil d'administration d'une banque ou d'une société de chemin de fer.

ARTICLE 46.

Les membres du Conseil d'Etat ne peuvent remplir aucune autre fonction cantonale ou communale.

L'exercice des professions libérales leur est pareillement interdit.

ARTICLE 47.

Il ne pourra siéger plus d'un membre du Conseil d'Etat dans les Chambres fédérales.

ARTICLE 48.

Pour l'expédition des affaires, le Conseil d'Etat se divise en départements.

Un règlement approuvé par le Grand-Conseil fixe le nombre des départements, et en précise les attributions.

ARTICLE 49.

Le gouvernement a, dans chaque district, pour l'exécution des lois et le service de l'administration, un représentant sous le nom de préfet, et un préfet-substitut.

CHAPITRE III.

Pouvoir judiciaire.

ARTICLE 50.

Le pouvoir judiciaire est indépendant.

Aucun employé de l'Etat révocable par le gouvernement ne peut remplir les fonctions de juge au tribunal d'appel ou de juge d'un tribunal d'arrondissement.

Cette disposition n'est pas applicable aux suppléants.

ARTICLE 51.

Il y a par commune ou par cercle un juge et un juge-substitut au moins.

Par arrondissement un tribunal au civil, au correctionnel et au criminel.

Et pour le canton une cour d'appel et de cassation.

ARTICLE 52.

Le nombre des arrondissements, la compétence des juges et des tribunaux, la nomination et le mode de rétribution ainsi que l'incompatibilité entre les fonctions judiciaires et d'autres fonctions sont déterminés par la loi sur l'organisation judiciaire.

Il ne peut y avoir plus de sept tribunaux d'arrondissement.

Les juges de cercles ou de communes et leurs substituts sont nommés par les électeurs du cercle ou de la commune.

Le vote a lieu dans chaque commune.

Pour la formation des cercles, on tient compte de la population des communes et de leur situation topographique.

ARTICLE 53.

Il y a un Tribunal du Contentieux de l'administration et une Cour chargée de statuer sur les conflits de compétence entre le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire.

Cette Cour et ce Tribunal seront organisés par des lois spéciales.

TITRE V.

Régime de district et de commune.

CHAPITRE I.

Conseil de district.

ARTICLE 54.

Il y a dans chaque district un conseil de district nommé pour quatre ans.

Le conseil de la commune nomme les députés au conseil du district, à raison d'un sur trois cents âmes de population.

La fraction de 151 compte pour l'entier.

Chaque commune a un délégué, quelle que soit sa population.

ARTICLE 55.

La loi détermine l'organisation et les attributions de ce conseil.

CHAPITRE II.

Régime communal.

ARTICLE 56.

Il y a dans chaque commune :

1. Une assemblée primaire ;
2. Un conseil de commune (municipalité) ;
3. Une assemblée des bourgeois.

Si le nombre des non-bourgeois forme la moitié de l'assemblée primaire, ou si le conseil communal est composé de la moitié de non-bourgeois, l'assemblée des bourgeois a le droit de demander la formation d'un conseil séparé.

ARTICLE 57.

Les avoirs bourgeoisiaux qui, antérieurement à la loi du 2 juin 1851, sur le régime communal, étaient affectés au service public, doivent continuer à recevoir cette application.

L'exécution de cette disposition sera réglée par la loi.

ARTICLE 58.

L'assemblée primaire se compose :

1. des bourgeois ;
2. des valaisans et des suisses ayant le droit de voter en vertu de la législation fédérale.

ARTICLE 59.

L'assemblée primaire nomme le conseil, le président et le vice-président de la commune.

ARTICLE 60.

L'assemblée bourgeoisiale se compose exclusivement des bourgeois ; elle nomme, s'il y a lieu, ses conseillers dont elle fixe le nombre, le président et le vice-président, et délibère sur la réception de nouveaux bourgeois.

ARTICLE 61.

Ces assemblées délibèrent, chacune en ce qui la concerne, sur les règlements de police ou relatifs à la jouissance de leurs avoirs ou autres règlements locaux ; sur l'aliénation et l'hypothèque de leurs biens et sur les procès en appel. Elles prennent annuellement connaissance des comptes et de la gestion du conseil.

ARTICLE 62.

Le conseil de la commune se compose de cinq membres au moins et de quinze au plus.

Il fait les règlements locaux et en procure l'exécution ; il nomme ses employés, fixe le budget

des recettes et des dépenses et répartit les charges publiques.

ARTICLE 63.

Le conseil des bourgeois se compose de trois membres au moins et de neuf au plus. Il veille aux intérêts de la bourgeoisie ; il en administre les biens, propose à l'assemblée le règlement sur la jouissance des avoirs bourgeoisiaux et rend annuellement compte de sa gestion.

ARTICLE 64.

Dans les localités où il n'y a pas de conseil bourgeoisial, le conseil de la commune en remplit les fonctions.

ARTICLE 65.

Dans les communes comptant 400 votants, qui possèdent déjà des sections et dont la population n'est pas agglomérée, les assemblées primaires et bourgeoisiales peuvent voter par sections.

ARTICLE 66.

L'organisation et les autres attributions de ces divers conseils sont déterminées par la loi.

ARTICLE 67.

Le Conseil d'Etat exerce la surveillance sur l'administration des communes et des bourgeoisies.

Les règlements émanant de ces administrations sont soumis à l'approbation du Conseil d'Etat.

Celui-ci intervient toutes les fois qu'il y a réclamation de la part d'un intéressé.

ARTICLE 68.

Les communes et les bourgeoisies doivent soumettre à l'approbation du Conseil d'Etat tout projet de ventes, d'échanges ou de partages des immeubles, d'aliénation de capitaux et d'emprunts hypothécaires.

TITRE VI.

Mode d'élection, conditions d'éligibilité, durée des fonctions publiques.

ARTICLE 69.

Les députés et les suppléants au Grand-Conseil sont nommés pour chaque district directement par le peuple, à raison d'un député et d'un suppléant sur 1000 âmes de population.

La fraction de 501 compte pour mille.

La votation du peuple a lieu dans les communes.

L'élection se fait par district ou par cercle.

L'élection par cercle n'aura lieu qu'à la demande d'une ou de plusieurs communes du même district présentant la population nécessaire pour avoir un ou plusieurs députés.

ARTICLE 70.

Le Grand-Conseil, le Conseil d'Etat, les municipalités et les conseils bourgeoisiaux sont nommés pour quatre ans.

Le Président et le Vice-Président du Conseil

d'Etat sont soumis à réélection toutes les années.
Le Président n'est pas immédiatement rééligible.

ARTICLE 71.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire sont nommés pour une période de quatre ans.

ARTICLE 72.

La nomination des membres et des suppléants du Grand-Conseil a lieu le premier dimanche de mars pour chaque renouvellement de législature.

Le rang des suppléants est déterminé par l'ordre de leur nomination, s'ils sont élus en plusieurs scrutins ; entre ceux élus au même scrutin, par le nombre des suffrages obtenus.

Le Grand-Conseil élu entre en fonction à l'ouverture de la session de mai qui suit son élection.

ARTICLE 73.

Les élections municipales et bourgeoisiales ont lieu tous les quatre ans, le second dimanche de décembre.

Les Présidents de commune sont soumis à réélection tous les deux ans.

Les autorités communales entrent en fonctions le premier jour de l'année qui suit leur élection.

S'il y a plainte, le Conseil d'Etat décide quelles sont les autorités qui doivent fonctionner jusqu'au jugement à intervenir.

ARTICLE 74.

Le citoyen peut exercer ses droits politiques à l'âge de vingt ans révolus.

Tout électeur est éligible aux fonctions publiques.

ARTICLE 75.

Nul ne peut voter dans deux communes.

ARTICLE 76.

Il y a incompatibilité entre les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques.

ARTICLE 77.

Ne peuvent siéger en même temps au Conseil d'Etat. :

- 1° Père et fils ;
- 2° Beau-père et gendre ou beau-fils ;
- 3° Frères-germains, consanguins ou utérins ;
- 4° Beaux-frères ;
- 5° Oncle et neveu.

Ces incompatibilités sont aussi applicables aux conseils des communes et des bourgeois, ainsi qu'aux tribunaux et aux greffiers.

ARTICLE 78.

Les cas d'exclusion du droit de vote et du droit d'éligibilité sont déterminés par la législation cantonale et fédérale.

ARTICLE 79.

Le préfet ne peut remplir des fonctions de l'ordre judiciaire.

ARTICLE 80.

Ne peuvent être cumulées sur la même personne deux places de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif dont l'une serait subordonnée ou supérieure à l'autre.

ARTICLE 81.

Nul ne peut être en même temps président de commune et juge de paix.

ARTICLE 82.

Nul ne peut en même temps faire partie des administrations municipale et bourgeoise de la même commune.

ARTICLE 83.

Les avocats patentés ne peuvent faire partie des tribunaux, ni plaider devant un tribunal dont ils remplissent les fonctions de greffier.

ARTICLE 84.

Nul ne peut cumuler plusieurs fonctions ou emplois salariés par l'Etat dont les émoluments réunis s'élèvent à plus de 2,000 francs.

ARTICLE 85.

La loi détermine les autres cas d'incompatibilité.

TITRE VII.

Dispositions générales et mode de révision.

ARTICLE 86.

Le pouvoir exécutif pourvoit à la promulgation des lois et des décrets et fixe le jour de la mise à exécution, à moins que le Grand Conseil ne le fixe lui-même.

ARTICLE 87.

La présente constitution devra être révisée lorsque la majorité des citoyens habiles à voter en fera la demande.

La demande de révision faite par six mille citoyens sera soumise à la décision du peuple réuni en assemblées primaires.

Dans les cas d'affirmative, ces assemblées devront en même temps décider si la révision doit être totale ou partielle et si elle doit être faite par le Grand-Conseil ou par une Constituante.

Toute demande de révision sera adressée au Grand-Conseil. Les signatures qui l'appuyent seront données par communes et la capacité électorale des citoyens qui les ont apposées devra être attestée par l'autorité communale.

ARTICLE 88.

Le Grand Conseil peut aussi réviser la Constitution, selon les formes fixées pour l'élaboration des lois, après avoir voté l'opportunité de la révision dans deux sessions ordinaires.

ARTICLE 89.

La Constitution révisée sera soumise à la votation du peuple.

ARTICLE 90.

La loi sur l'organisation des tribunaux, la loi électorale et le décret prévu à l'article 13 de la présente Constitution, doivent être mis en vigueur pour le 1^{er} décembre 1876; la loi prévue à l'article 57 sera mise en vigueur le 1^{er} janvier 1878.

TITRE VIII.

Dispositions transitoires.

ARTICLE 91.

Les élections prévues par la présente Constitution n'auront lieu qu'à l'expiration des termes fixés par la législation actuelle.

La durée des fonctions judiciaires est exceptionnellement fixée à deux ans pour la première période.

Donné en Grand-Conseil à Sion, le 26 Novembre 1875.

Le Président du Grand-Conseil,
V. de CHASTONAY.

Les Secrétaires,
J. THOVEX — L. L. ROTEN.

LE GRAND-CONSEIL

DU CANTON DU VALAIS,

Vu le dépouillement des proces-verbaux de la votation des assemblées primaires réunies le 13 février courant pour se prononcer sur le projet de révision de la Constitution, du 23 décembre 1852, dépouillement duquel il résulte que ce projet est accepté par la majorité des citoyens qui ont pris part au scrutin;

En exécution de l'article 5 de la loi du 26 novembre 1875 accompagnant le projet de nouvelle Constitution ;

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

DÉCRÈTE :

Art. 1. La Constitution du 26 novembre 1875 est proclamée loi fondamentale de l'Etat.

Art. 2. Le Conseil d'Etat est chargé de la promulgation du présent décret.

Donné en Grand-Conseil, à Sion, le 22 février 1876.

Le Président du Grand-Conseil,

V. DE CHASTONAY.

Les Secrétaires,

J. THOVEX. — L.-L. ROTEN.

LE CONSEIL D'ÉTAT

DU CANTON DU VALAIS,

ARRÊTE :

Le décret qui précède et la Constitution du 26 novembre 1875 seront publiés et affichés dans toutes les communes du Canton, le dimanche 23 Avril 1875.

Donné à Sion, le 24 Mars 1876.

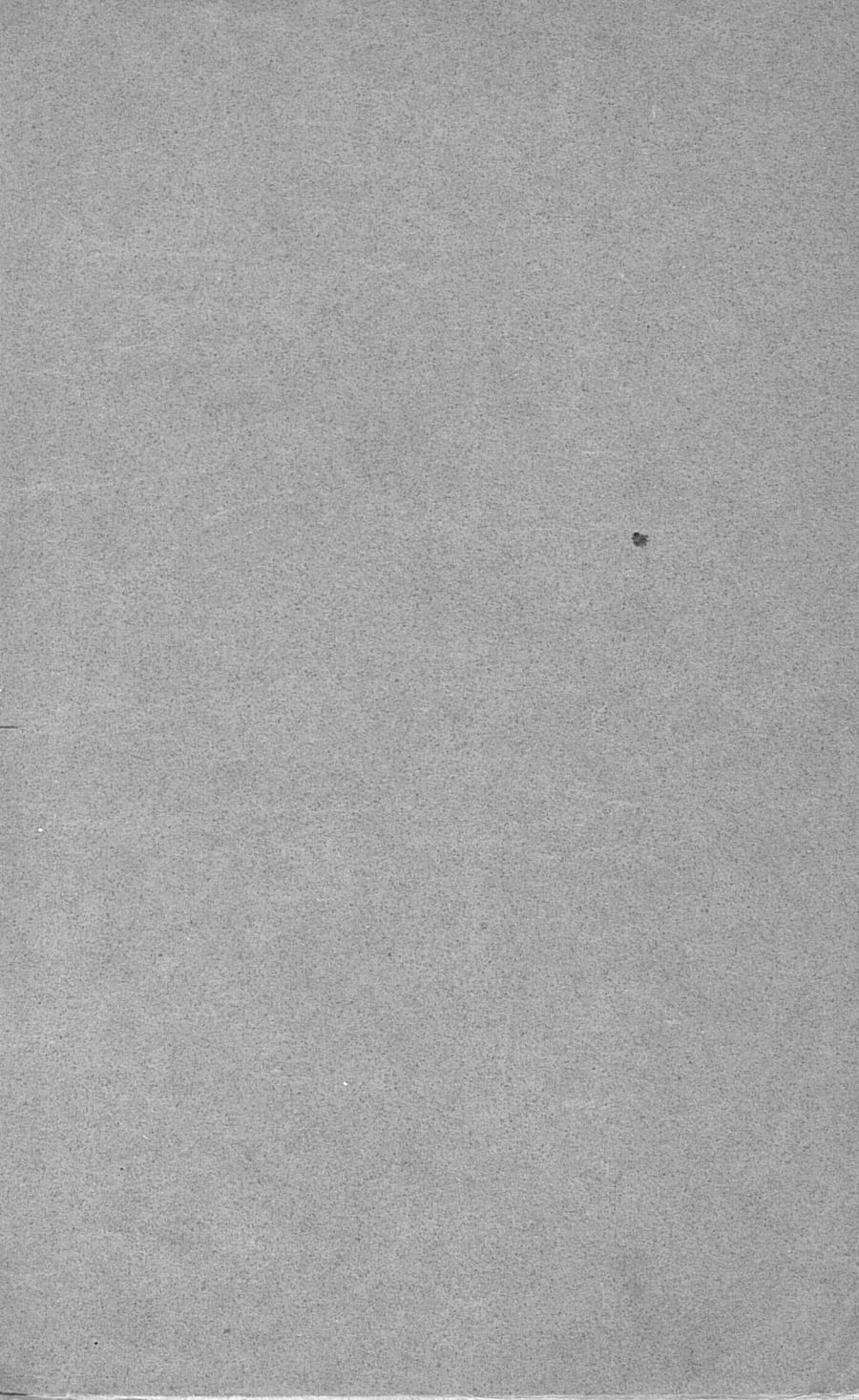
Le Président du Conseil d'Etat,

J. CHAPPEX.

Le Secrétaire d'Etat,

EM. BARBERINI.





1600 —

100000 — 100000 —

100000 — 100000 —

100000 — 100000 —



